

FEDERAL ESSOR INTERNATIONAL FIA

RAPPORT ANNUEL
31/12/2018

SOMMAIRE

1. Caractéristiques de l'OPC	3
2. Changements intéressant l'OPC	4
3. Rapport de gestion	5
4. Informations réglementaires	7
5. Certification du Commissaire aux Comptes	16
6. Comptes de l'exercice	22

INFORMATIONS CLES POUR L'INVESTISSEUR

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce FIA. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

FEDERAL ESSOR INTERNATIONAL

Code ISIN - FR0000447617

FIA soumis au droit français

Fonds géré par FEDERAL FINANCE GESTION - Groupe CREDIT MUTUEL ARKEA

Objectifs et politique d'investissement

Federal Essor International est un fonds de classification « Actions internationales », composé de fonds actions.

Son objectif est d'offrir à moyen terme, une performance supérieure sur la durée de placement recommandée, à celle de l'indice de référence MSCI AC World Free dividendes nets réinvestis, grâce à une allocation géographique qui reflète le poids économique de chaque pays. Cette allocation est effectuée principalement en fonction du produit intérieur brut exprimé en parité de pouvoir d'achat.

La stratégie d'investissement consiste à investir entièrement et en permanence l'actif du fonds, en parts et/ou actions d'OPC actions investis sur plusieurs zones géographiques. Les OPC sélectionnés sont des OPC pouvant investir dans des petites et moyennes capitalisations. L'exposition actions du fonds via des investissements en OPC oscille entre 90 % et 100 % de l'actif net.

Le processus d'investissement vise à affecter à chaque pays, ou à chaque zone géographique, un poids proche de celui de ce pays, de cette zone, dans l'économie mondiale. Le gérant utilise les données publiées annuellement par le Fond Monétaire International (FMI) sur le Produit Intérieur Brut (PIB) de chaque pays exprimé en Parité de Pouvoir d'Achat (PPA) pour définir la cible d'allocation géographique.

S'appuyer sur les données de PIB en PPA amène à attribuer un poids plus important aux économies des pays émergents (exposition maximum : 90 %) qui connaissent actuellement une forte croissance.

Le gérant ajuste cette allocation de manière discrétionnaire dans une fourchette de +/-10 % par zone géographique et +/- 5 % par pays selon ses anticipations.

Le processus de sélection des OPC est basé sur des critères quantitatifs (performance, volatilité, tracking error, ratio de Sharpe, ratio d'information) et qualitatifs (audit du process). Ces OPC sont ensuite hiérarchisés d'après leur typologie et leur classe d'actifs, afin de sélectionner les plus adaptés à la réalisation de l'objectif de gestion.

L'ajustement, à la hausse comme à la baisse, du niveau d'exposition aux actions est réalisé en permanence par le gérant, en fonction de ses anticipations (possibilité d'utiliser des instruments de gestion des risques financiers appelés « instruments financiers à terme »). Ces IFT peuvent être utilisés par le gérant pour intervenir sur les risques taux, actions et change en vue d'exposer et/ou de couvrir le portefeuille sans recherche de surexposition. Ces IFT peuvent être négociés sur des marchés réglementés ou de gré à gré.

- **Indice de référence** : MSCI AC World Free NR (dividendes nets réinvestis). La performance du fonds n'est pas liée à celle de cet indice. L'indice constitue un simple indicateur de comparaison a posteriori.

- **Durée minimale de placement recommandée** : 5 ans.

- Fonds de capitalisation et/ou distribution des revenus.

- Les demandes de rachat de parts sont reçues tous les jours au plus tard à 12h30 et exécutées quotidiennement.

Profil de risque et de rendement

A risque plus faible, rendement potentiellement plus faible

A risque plus élevé, rendement potentiellement plus élevé

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

L'indicateur synthétique de risque est basé sur la volatilité historique annualisée du FIA sur les cinq dernières années.

Les données historiques utilisées pour le calcul de l'indicateur de risque numérique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur du FIA. La catégorie de risque associée à ce fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

L'indicateur de risque de ce fonds reflète principalement le risque de marché des actions internationales sur lequel il est investi.

Risque(s) important(s) non pris en compte dans l'indicateur : Néant

2. CHANGEMENTS INTERESSANT L'OPC

Les changements substantiels au 31.12.2018 :

Néant.

3.RAPPORT DE GESTION

La stratégie du fonds s'appuie sur une allocation géographique qui accorde à chaque pays un poids proche de celui de son PIB en Parité de Pouvoir d'Achat dans le PIB mondial, exprimé en dollar international. Cet indicateur est calculé par le FMI à partir d'éléments de la Banque Mondiale et reflète le poids économique réel de chaque pays dans l'économie mondiale.

Cette répartition diverge de celle des indices actions pondérés par la capitalisation, tel le MSCI AC World. Elle accorde une importance prépondérante aux pays émergents dont la croissance est vive, ils représentent 64,6% de l'allocation cible, contre 15,9% dans le MSCI AC World.

Contexte de marché :

2018 aura été une année noire sur les marchés, tout particulièrement le dernier trimestre, qu'aucun rallye de fin d'année n'est venu atténuer. En Euro, le marché action mondial est en baisse de -4,85% en 2018. Si les Etats-Unis grâce au renforcement du Dollar terminent l'année à l'équilibre, -0.15%, tous les autres marchés accumulent des baisses en Euro proches de 10% : Japon -9,37%, Europe -10,77%, Emergents -10,27%. Cette baisse aura eu pour principale raison de fond la volonté des Banques Centrales de revenir à des politiques monétaires moins accomodantes, ainsi la Fed a procédé à quatre hausses de taux et à une réduction mensuelle de son bilan de 50 Mds\$ par mois, de son côté la BCE a réduit progressivement ses programmes d'achats de titres de dettes, arrivé à son terme fin décembre.

Autre cause mondiale de crainte sur les marchés tout au long de 2018, la détermination affichée par Monsieur Trump de vouloir corriger les déséquilibres commerciaux bilatéraux des Etats-Unis en menaçant de renforcer les barrières douanières avec successivement les canadiens, les mexicains, les japonais, les européens et les chinois.

Des craintes politiques spécifiques à l'Europe sont venues alourdir ce climat déjà bien pesant : le Brexit – le budget italien – l'affaiblissement politique en Allemagne de Madame Merkel – la crise des Gilets Jaunes en France en fin d'année.

Le mois de décembre aura certainement été le paroxysme de tous de ces événements, avec l'arrivée supplémentaire du « Shutdown » partiel sur le budget américain ; mais les baisses survenues sur tous les marchés, ont eu pour conséquence de redonner des marges de progression aux marchés grâce à une valorisation des entreprises qui est revenue sous des moyennes de long terme.

Allocation :

L'exposition émergente représentant près de 50% de l'actif du fonds, marché baissant de -10,3% sur l'année, a été pénalisant pour le fonds, d'autant que nous sommes peu présents sur les deux zones, Brésil et Russie, qui terminent l'année 2018 en hausse, de respectivement +4,5% et +4,3%. Les soubresauts des discussions commerciales US/Chine ont pris à contrepied nos positions sur la Chine qui termine l'année en baisse de -14,8%.

Notre investissement sur l'Europe, marché qui a baissé de -10,8%, a été affecté par la chute importante des petites valeurs, tout particulièrement en France où l'indice CAC Mid & Small baisse de -19,6% ; or c'est souvent dans ce segment de la cote que nos gérants stockpickers trouvent le plus d'opportunité de diversification et de création de valeur.

Autre point marquant en 2018, les différences sectorielles ont été très fortes avec d'un côté les valeurs défensives qui ont bien tiré leur épingle du jeu (utilities – santé) et de l'autre côté les valeurs cycliques qui ont été malmenées (matériaux – financières – industrielles).

Sélection des supports :

Dans les gestions malmenées, on peut citer sur la Chine Neuberger Berman (-17,5%), sur les petites valeurs européennes Alken (-21,0%) et sur les valeurs européennes cycliques MainFirst (-16,2%).

Au titre des satisfactions nous pouvons souligner la performance de quelques gestions, souvent défensives, qui ont largement surperformé leurs marchés respectifs : c'est le cas de Comgest au Japon (+7%) et en Europe (+5%), Edgewood aux USA (+6%), Aberdeen en Chine (+7%), Bank of NY Mellon au Brésil (+7%) et Unigestion sur les Emergents (+8%).

Au final sur l'année 2018, le fonds Federal Essor International est en recul de 13,56%, quand son indice de référence, le MSCI AC World, recule de 4,85%.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
COM SELECT.WPS SELECT GROWTH I C	2 423 529,31	452 642,19
BNY MELLON BRZL EQUITY C 3DEC	765 167,00	1 003 744,80
UOB GI KINETICS PAR CLASS B	622 918,61	1 117 296,79
MANDARINE GL MICROCAP-IAEUR	1 547 931,15	0,00
UNI GLOBAL MINI VARIANCE US BI C	0,00	1 417 652,25
ABERDEEN GLOBAL CHINESE EQUITY I2 C 3DEC	1 401 163,23	0,00
COMGEST GROWTH JPN EUR I ACC	1 192 020,00	0,00
COMGEST GROWTH JAPAN EUR I H ACC CLASS	150 700,00	960 750,00
VONTOBEL-SUST EMERG MKT-I	947 554,81	0,00
EVOLUTION EUROPE CLASS I CAP	0,00	847 612,50

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR).

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la réglementation SFTR.

4. INFORMATIONS REGLEMENTAIRES

- **PROCESSUS DE SELECTION DES INTERMEDIAIRES**

Conformément à l'article 314-75 du Règlement Général de l'AMF, la politique de meilleure exécution permet d'obtenir la meilleure prestation pour le client (intégrant le coût total et la qualité du service rendu).

Pour tous les instruments négociés sur le marché le nécessitant, Fédéral Finance Gestion intervient au travers d'intermédiaires. Sa politique d'exécution consiste donc en un processus de sélection de ces derniers. Ce processus repose sur des critères d'appréciation de la prestation tant au niveau qualitatif que quantitatif.

L'analyse permet d'établir une notation interne de l'intermédiaire, basée sur une approche multicritères. Elle s'applique à toutes les classes d'instruments concernées et fait l'objet d'une mise à jour périodique.

Lorsque le processus de sélection est achevé et qu'il met en évidence un niveau de qualité de l'intermédiaire conforme aux exigences, l'autorisation finale de référencement de ce dernier est délivrée par un comité de validation constitué de dirigeants et d'experts.

- **INFORMATION RELATIVE A LA GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITE**

Le dispositif de liquidité mis en place au sein de la Société de gestion qui gère le FCP s'appréhende dans un contexte global intégrant à la fois l'actif et le passif des fonds. Ce dispositif est intégré à la politique de gestion des risques de la Société de gestion, avec révision de cette politique a minima une fois par an.

Le suivi du risque de liquidité à l'actif est réalisé avec des modèles et des hypothèses distincts selon les classes d'actifs. Le risque de liquidité est analysé en situation de scénario normal d'une part et en situation de stress test d'autre part.

Afin d'encadrer le risque de liquidité de chaque portefeuille, la Société de gestion mesure également la proportion du portefeuille pouvant être cédée en un jour.

Sur cette mesure, des seuils d'alerte sont définis pour chaque portefeuille ou famille de portefeuilles.

Les franchissements de seuils d'alerte sont présentés lors du Comité des Risques de la Société de gestion qui prend alors les mesures adéquates compte tenu du profil de liquidité des portefeuilles et de l'origine du franchissement de seuil.

- **CONTROLE DE LA POLITIQUE D'EXECUTION**

Au minimum une fois par an, et sauf évènement majeur le nécessitant, Fédéral Finance Gestion procède formellement à une actualisation complète de la notation de tous les intermédiaires, ce travail pouvant donner lieu à des décisions d'exclusion ou d'intégration dans les listes d'intermédiaires autorisés.

- **CRITERES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE QUALITE DE GOUVERNANCE (ESG)**

Ce fonds ne prend pas simultanément en compte des critères sociaux, environnementaux, et de qualité de gouvernance.

- **POLITIQUE D'EXERCICE DES DROITS DE VOTE**

Le souscripteur est invité à se reporter au site www.federal-finance.fr où figure la politique d'exercice des droits de vote ainsi que le dernier rapport annuel qui lui est consacré.

- **RISQUE GLOBAL**

La méthode de calcul du risque global est la méthode de l'engagement.

EFFET DE LEVIER

- Montant total brut du levier auquel l'OPC a recours : 98,99%.
- Montant total net du levier auquel l'OPC a recours : 100%.

• POLITIQUE ET PRATIQUES DE REMUNERATION

I. Gouvernance de la politique de rémunération

La Direction des Ressources Humaines du Groupe (DRH Groupe) est en charge de la coordination, entre les entités du Groupe, des réflexions et bonnes pratiques en matière de politique de rémunération.

La politique de rémunération du Groupe est encadrée par un budget annuel dont le suivi est centralisé à la DRH Groupe.

Cette politique, dont le cadre général est fixé par la DRH Groupe, fait l'objet d'adaptation par les filiales du Groupe pour tenir compte de leurs contraintes d'activité, économiques, concurrentielles ou réglementaires, particulières.

Le Comité exécutif du Groupe, quant à lui, valide le cadrage de la négociation annuelle obligatoire portant sur la rémunération, le temps de travail et le partage de la valeur ajoutée.

C'est ensuite au niveau de chaque entité, et en fonction de la convention collective applicable que des mesures salariales sont, soit proposées à la négociation soit présentées aux instances du personnel élues, pour accord ou mise en œuvre unilatérale.

Dans ce cadre, le Comité des rémunérations du Groupe a pour mission, notamment, de s'assurer de la cohérence générale de la politique de rémunération et des dispositifs, mesures et pratiques qui s'y déploient.

I.1 Organisation du Crédit Mutuel Arkéa en matière sociale

Le Groupe est constitué du Crédit Mutuel Arkéa et de filiales formant une Unité Economique et Sociale, l'UES Arkade, et de filiales hors de l'UES Arkade.

L'UES Arkade regroupe les sociétés suivantes :

- Crédit Mutuel Arkéa ;
- Fédération du Crédit Mutuel de Bretagne ;
- Fédération du Crédit Mutuel Massif Central ;
- Fédération du Crédit Mutuel du Sud-Ouest ;
- Caisse Régionale du Crédit Mutuel Massif Central ;
- Caisse Régionale du Crédit Mutuel du Sud-Ouest ;
- Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels ;
- Arkéa Crédit Bail ;
- Arkéa Capital Gestion ;
- Caisse de Bretagne de Crédit Mutuel Agricole ;
- Federal Finance ;
- Federal Finance Gestion.

Le statut social de ces entités s'organise principalement autour d'un tronc commun constitué de leur propre convention collective « Arkade » et d'accords d'entreprise.

Une filiale, hors UES, créée le 1^{er} juin 2011, Arkéa Société des Cadres de Direction (ASCD), est employeur des cadres supérieurs du Groupe et porte leur statut social. Les salariés d'ASCD, sont mis à disposition des différentes entités utilisatrices du Groupe Crédit Mutuel Arkéa.

Les autres filiales hors ce périmètre exercent leur activité sur les divers domaines d'activité du Groupe.

Federal Finance Gestion est une société de gestion, filiale du Groupe Crédit Mutuel Arkéa.

Federal Finance Gestion est rattachée à la convention collective de l'UES Arkade et est soumise à la politique de rémunération qui est définie par la Direction des Ressources Humaines du Groupe Crédit Mutuel Arkéa.

La politique de rémunération de Federal Finance Gestion expose donc la politique de rémunération du Groupe Crédit Mutuel Arkéa puis les spécificités liées au personnel identifié.

1.2 Le Comité des rémunérations

Le Comité des rémunérations du Groupe Crédit Mutuel Arkéa, dans le cadre de la surveillance exercée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution sur une base consolidée, exerce à son niveau les fonctions dévolues à toutes les entités du Groupe assujetties en matière d'examen de leur politique de rémunération.

1.2.1 Date de constitution et composition du Comité des rémunérations

Un Comité des nominations et des rémunérations a été créé en septembre 2008 puis, le 25 août 2014, il a été décidé de le dissocier en deux comités : un Comité des nominations d'une part et, un Comité des rémunérations d'autre part. Le fonctionnement de ce dernier est régi par une charte qui a été mise à jour puis validée par le Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa le 26 août 2014.

Le Comité des rémunérations du Groupe Crédit Mutuel Arkéa est composé d'un président et de 2 à 3 membres, membres du Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa. L'un des membres du Comité est un administrateur représentant les salariés et ayant voix délibérative au Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa.

Le président et les membres du Comité des rémunérations sont nommés par le Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa.

1.2.2 Missions du Comité des rémunérations

Dans le cadre de sa mission, le Comité des rémunérations du Groupe Crédit Mutuel Arkéa :

a/ S'assure de la cohérence générale de la politique de rémunération appliquée dans le Groupe, à la fois sur le plan des principes, des budgets et des allocations individuelles mis en œuvre par les lignes-métiers et entités au sein du Groupe et émet un avis.

b/ Procède à l'examen annuel des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés :

- Aux mandataires sociaux et principaux dirigeants du Crédit Mutuel Arkéa, et aux dirigeants effectifs des filiales régulées ;
- Au responsable de la fonction de gestion des risques mentionné à l'article L 511-64 du Code monétaire et financier et au responsable de la conformité.

c/ Procède à l'examen annuel de la politique de rémunération des salariés dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque du Crédit Mutuel Arkéa ou d'une filiale.

d/ Procède à l'examen annuel de la politique de rémunération des salariés dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque des sociétés de gestion et/ou des OPC soumis aux Directives AIFM et OPCVM V (personnel identifié) ;

e/ Procède périodiquement à l'examen du montant des indemnités allouées aux administrateurs, membres de conseils de surveillance du Crédit Mutuel Arkéa et/ou de ses filiales.

Pour l'exercice de l'ensemble de ses missions le Comité des rémunérations dispose des moyens nécessaires et peut recourir à des conseils externes.

Le Comité des rémunérations rend compte régulièrement de ses travaux au Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa et aux organes délibérants des filiales régulées du Groupe qui sont destinataires des informations les concernant contenues dans l'examen annuel de la politique de rémunération.

II. Politique de rémunération de Federal Finance Gestion

La politique de rémunération du Groupe vise à faire de la rémunération un levier efficace d'attraction, de fidélisation et de motivation des collaborateurs, contribuant à la performance sur le long terme de l'entreprise et de ses collaborateurs, tout en s'assurant de la conformité aux réglementations en vigueur dans le secteur financier.

Pour ses dirigeants, elle vise en outre à reconnaître la définition et la mise en œuvre de la stratégie du Groupe, validée par son Conseil d'administration, dans l'intérêt commun de ses clients et de ses collaborateurs.

Federal Finance Gestion, société de gestion filiale à 100% du groupe Crédit Mutuel Arkéa (le Groupe) emploie des salariés assurant la gestion financière, la stratégie, les activités d'analyse et la gestion des risques. Federal Finance Gestion est soumise notamment à la Directive AIFM et à la Directive OPCVM V.

Federal Finance Gestion fait partie de l'Unité Economique et Sociale dite « Arkade » (ou UES Arkade). Ses salariés sont couverts par la convention collective et les accords d'entreprise en vigueur au sein de l'UES Arkade.

Par ailleurs, Arkéa Société des Cadres de Direction (Arkéa SCD ou ASCD) également filiale à 100% du groupe Crédit Mutuel Arkéa met à disposition de Federal Finance Gestion des salariés ayant le statut de cadres de direction dont le président du directoire, le secrétaire général, les deux directeurs de la gestion et le responsable de la table taux.

II.1 Principes généraux de la politique de rémunération

La politique de rémunération définit les principes généraux de constitution, de fixation et de révision des salaires. Elle vise à attirer, motiver et fidéliser les salariés tout en respectant la stratégie de l'entreprise et les réglementations en vigueur dans son secteur d'activité.

Pour être motivante et reconnaissante, la politique de rémunération est axée sur l'appréciation de performances individuelles et/ou collectives. Elle s'appuie sur une rémunération monétaire et des avantages sociaux. Elle est déclinée en tenant compte du contexte économique, social et concurrentiel du secteur d'activité sur lequel Federal Finance Gestion intervient.

La politique de rémunération de Federal Finance Gestion s'inscrit dans la politique de ressources humaines globale du Groupe Crédit Mutuel Arkéa visant à favoriser la compétitivité de l'entreprise, à développer les compétences et à créer un climat social serein sans porter atteinte à l'intérêt des porteurs et des clients en gestion sous mandat.

Les indicateurs de rémunération variable mis en place au sein de Federal Finance Gestion sont établis dans le respect de la politique d'appétence au risque du Groupe qui cherche à situer le risque à un niveau compatible avec ses objectifs de développement tout en s'assurant de pouvoir toujours le maîtriser par son savoir-faire. Les niveaux de risque et de maîtrise de ce risque sont des critères faisant l'objet d'une très grande attention et se révélant particulièrement sélectifs dans l'orientation du développement.

II.2 Politique de rémunération

L'ensemble des salariés de l'UES Arkade bénéficie du même système de rémunération fixe (directe plus périphériques). La rémunération directe est établie en fonction de l'emploi occupé et des compétences requises pour l'exercer et évolue, collectivement, dans le cadre de la Négociation Annuelle Obligatoire portant sur les salaires.

Se trouve défini, conventionnellement, un répertoire des emplois détaillé qui précise pour chaque emploi les savoir, savoir-faire et savoir-être attendus des salariés. L'ensemble des emplois a été pesé (méthode HAY) permettant leur classement par niveau et d'y associer une rémunération plancher. Le processus annuel de promotion et d'entretien annuel d'appréciation permet d'apprécier l'évolution de compétences. Dans ce cadre, le collaborateur peut bénéficier d'une augmentation individuelle au choix, voire d'un changement d'emploi vers un niveau supérieur.

Pour ceux qui ne sont pas concernés par l'attribution de promotion, le contrat social de l'entreprise prévoit qu'une augmentation minimum leur soit attribuée au bout de quatre ans pour les employés et cinq ans pour les premiers niveaux de cadres.

Les collaborateurs bénéficient également d'un accord de participation et d'un contrat d'intéressement.

Par ailleurs, des primes discrétionnaires peuvent être attribuées aux collaborateurs qui réalisent une mission particulière et/ou au regard de leur implication.

Afin d'améliorer la performance des fonds gérés par Federal Finance Gestion, les gérants des tables actions, taux, multi-gestion, gestion privée, gestion sous mandats et gestion monétaire bénéficie depuis 2016, d'un mécanisme de rémunération variable plafonné à 30% de la rémunération annuelle brute de chaque collaborateur.

Enfin, depuis 2014, un dispositif de « bonification Groupe » a été mis en œuvre. Ce dispositif, glissant sur trois ans, prévoit pour chaque collaborateur du Groupe, sous condition d'atteinte de critères de déclenchement et d'indicateurs de performance fixés annuellement et identiques à ceux fixés aux membres du Comité de Coordination Générale, le versement d'un complément de rémunération sous la forme d'un supplément d'intéressement.

Ce dispositif a permis un premier versement de 884 € bruts, pour un collaborateur exerçant à temps complet, en 2016.

II.3 Politique de rémunération de la société ASCD dont les collaborateurs font l'objet d'une mise à disposition au bénéfice de Federal Finance Gestion.

Elle est définie en tenant compte du cadre général proposé par la Direction des Ressources Humaines Groupe.

Les cadres de direction et les cadres dirigeants salariés de la société ASCD bénéficient d'un salaire fixe et d'un dispositif de rémunération variable dont les modalités de calcul et de versement différé sont définies annuellement sur proposition du Comité des rémunérations.

Complémentaire de la rémunération fixe, la rémunération variable rémunère les réalisations quantitatives et/ou qualitatives mesurées à partir des performances constatées et des évaluations individuelles au regard des objectifs fixés. Elle est conditionnée avant toute chose par l'atteinte des objectifs mesurant la performance Groupe. Elle ne constitue pas un droit et est fixée chaque année dans le respect de la politique de rémunération de l'année considérée et des principes de gouvernance en vigueur.

La prime de rémunération variable est définie en se basant sur la réalisation des objectifs Groupe et individuels.

Ainsi la mise en œuvre du dispositif demeure soumise à l'atteinte des indicateurs Groupe communs à tous les collaborateurs et portant sur le résultat d'exploitation, le coefficient d'exploitation, le coefficient d'engagement. Ces indicateurs de déclenchement intègrent dans leur détermination le coût du risque, l'évolution des provisions pour risques et charges et l'engagement du capital nécessaire eu égard aux risques encourus. Ces modalités suspensives du versement de la rémunération variable permettent ainsi d'assurer la prise en compte de l'ensemble des risques dans la détermination de l'assiette de rémunération.

Le cadre général de fixation des indicateurs individuels est défini par le Directeur général du Groupe par diffusion de notes techniques. Chaque Directeur de Pôle le décline ensuite par activité et par collaborateur lors d'un entretien annuel. Les indicateurs doivent être clairement identifiés et mesurables, même lorsqu'ils sont qualitatifs.

Les contributions de la part Groupe et de la part individuelle dans le calcul de la prime de rémunération varient selon l'entité et de la fonction du collaborateur concerné.

Le taux de rémunération variable appliqué au montant de rémunération fixe, servant au calcul de la prime, est déterminé par le responsable hiérarchique suite aux appréciations des réalisations effectives des collaborateurs. Son niveau fait l'objet d'une grille, déterminant un pourcentage cible et un pourcentage plafond.

Le versement de la rémunération variable est annuel.

II.4 Politique de rémunération des personnes dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise : population régulée

L'appellation « population régulée » couvre les personnes mentionnées aux articles L.511-13 et L.511.71 du Code monétaire et financier i.e. les deux personnes au moins assurant « la direction effective de l'établissement de crédit » et les catégories de personnel « dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du Groupe » en y « incluant les preneurs de risques, les personnes exerçant une fonction de contrôle ainsi que tout salarié qui, au vu de ses revenus globaux, se trouve dans la même tranche de rémunération ».

Afin de tenir compte des changements organisationnels au niveau du Groupe Crédit Mutuel Arkéa, constitutions du Comité Exécutif (COMEX) et du Comité de Coordination Générale (CCG), prenant effet au 2 mai 2016, le COMEX, lors de sa réunion du 25 avril 2016, a mis à jour le périmètre de la « population régulée ».

II.4.1 Périmètre de la population régulée

La population régulée du Groupe Crédit Mutuel Arkéa intègre :

- Le Président du Groupe Crédit Mutuel Arkéa ;
- Les Dirigeants effectifs du Groupe Crédit Mutuel Arkéa et d'Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels ;
- Les membres du Comité exécutif du Groupe Crédit Mutuel Arkéa ;
- Les membres du Comité de Coordination Générale du Groupe Crédit Mutuel Arkéa ;
- Les responsables de la conformité et de la fonction de gestion des risques d'Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels ;
- Ainsi que les responsables de Crédit Mutuel Arkéa dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du Groupe, notamment en matière d'activités de marchés financiers.

II.4.2 Politique de rémunération variable de la population régulée

Le paiement des rémunérations variables annuelles pour la population régulée est soumis à différé et s'étale sur les 3 années suivant l'exercice de référence.

Pour les collaborateurs faisant partie de la population régulée et qui ne sont ni mandataires sociaux du Crédit Mutuel Arkéa ni membres du Comité exécutif du Groupe Crédit Mutuel Arkéa, le fractionnement de la part variable est soumis aux règles de proportionnalité suivante :

- Le pourcentage de variable acquis au titre de l'exercice en référence doit être supérieur à 33%, soit un tiers, de la rémunération annuelle fixe (excluant les primes exceptionnelles) ;
- Le montant de rémunération variable acquis au titre de l'exercice considéré et ceux acquis au titre de chacun des deux exercices précédents doivent être supérieurs à 60k€ (afin de limiter les phénomènes d'entrée/sortie dans l'application des dispositifs de rémunération différée, trois années consécutives doivent avoir donné lieu à une rémunération variable supérieure à 60K€ bruts).

Lorsque ces deux conditions sont réunies la part variable du collaborateur est soumise au fractionnement sur 3 ans.

Les règles de proportionnalité ne s'appliquent ni aux mandataires sociaux du Crédit Mutuel Arkéa ni aux membres du Comité exécutif du Groupe Crédit Mutuel Arkéa dont les rémunérations variables sont donc systématiquement soumises à fractionnement.

Les parties différées sont susceptibles d'être versées sous réserve de la réalisation de conditions de performance financière définies lors de l'attribution. En conséquence si lors d'un exercice, l'intéressement/participation n'est pas versé dans l'UES Arkade, dont font partie Crédit Mutuel Arkéa et Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, alors la fraction annuelle due n'est pas versée au collaborateur et est différée à l'année suivante. Elle est différée dans le temps, sans limitation, tant qu'il n'y a pas de versement d'intéressement/participation dans l'UES Arkade.

De la même manière, le non versement d'intéressement/participation dans l'UES Arkade entraîne de fait une annulation du cycle de rémunération variable pour l'exercice en cours.

Pour les collaborateurs intégrant nouvellement la liste constitutive de la population régulée, les modalités de différé portant sur les rémunérations variables seront mises en œuvre pour la première fois au titre des rémunérations variables acquises au titre de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2016 (premier versement en 2017).

La composition de la population régulée est revue une fois par exercice et soumise pour examen au Comité des rémunérations.

Pour être complet, il convient de préciser que les sociétés de gestion de portefeuille et les entreprises d'assurance et de réassurance, qui ne sont pas, conformément à l'article 198 de l'Arrêté du 3 novembre 2014, soumises aux dispositions afférentes à la politique de rémunération de la population régulée, appliquent les réglementations applicables dans leur secteur d'activité (Directives AIFM et OPCVM V notamment).

Federal Finance Gestion ne bénéficie pas de mise à disposition de collaborateurs appartenant à la population régulée.

II.4.3 Politique de rémunération des salariés qui gèrent des OPCVM, des FIA relevant des paragraphes 1, 2, 3, 5 et 6 de la sous-section 2, des sous-sections 3, 4 et 5 de la section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II du code monétaire et financier

Le principe de proportionnalité

Federal Finance Gestion est en mesure de remplir les conditions pour bénéficier du principe de proportionnalité posé par la Directive AIFM et la Directive OPCVM V. Le principe de proportionnalité autorise, pour l'ensemble de ses collaborateurs, à s'affranchir des contraintes relatives au processus de paiement de la rémunération variable (paiement d'une partie de la rémunération variable sous forme d'instruments, « conservation » de la rémunération variable telle que définie par l'ESMA, « report » d'une partie de la rémunération variable) et de l'obligation de créer un comité de rémunération.

Si, compte tenu d'évolutions ultérieures, les primes du personnel identifié devaient s'accroître significativement pour représenter plus de 30% de la rémunération fixe ou plus de 100 000 euros par an, Federal Finance Gestion prendrait, en concertation avec le groupe, les mesures nécessaires pour se conformer aux exigences posées par les Directives AIFM et OPCVM V.

Federal Finance Gestion a recensé le personnel identifié au sens des Directives, lequel est constitué :

- du Président du Directoire, du directeur de la gestion, du secrétaire général, du responsable de la table Taux,
- des gérants,
- des analystes crédit,
- des stratégestes,
- des gestionnaires de risques
- du responsable de la conformité et de son équipe,

soit 44 personnes.

Eu égard au personnel identifié, qu'il s'agisse des collaborateurs qu'elle emploie directement ou qui sont mis à sa disposition par Arkéa SCD, Federal Finance Gestion met en place une politique de rémunération qui n'encourage pas une prise de risque incompatible avec les profils de risque, le règlement ou les documents constitutifs des OPC et qui est conforme aux objectifs des OPC et à l'intérêt des porteurs.

Par ailleurs, le Comité de rémunération du Crédit Mutuel Arkéa procède à l'examen de la politique de rémunération de Federal Finance Gestion.

Federal Finance Gestion s'assure que la politique de rémunération est appliquée conformément aux principes qui ont été arrêtés. Dans cette perspective et bien que le principe de proportionnalité dispense de mettre en place un comité de rémunération, pour l'ensemble des rémunérations (FFG et ASCD), la fonction de surveillance prévue par les Directives a été dévolue au Conseil de surveillance de FFG qui l'a délégué de manière opérationnelle au Comité des rémunérations du groupe Crédit Mutuel Arkéa instauré conformément à la Directive 2010/76/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010, lors d'une résolution du 10 décembre 2014.

La politique de rémunération est présentée au conseil de surveillance de Federal Finance Gestion.

Le montant total des rémunérations brutes pour l'exercice 2017 ayant débuté le 1^{er} janvier 2017 et s'étant clôturé le 31 décembre 2017 du personnel de la société de gestion Federal Finance Gestion ressort à 2.973 Keuros, ce montant se ventilant en 2.379 Keuros au titre des rémunérations fixes et en 594 Keuros au titre des rémunérations variables

Rémunération variable du personnel identifié (hors collaborateurs ASCD)

Federal Finance Gestion veille à ce que l'évaluation des performances prenne en compte des critères quantitatifs et qualitatifs. Lorsque les primes reposent pour partie sur des performances, Federal Finance Gestion veille à ce que leur montant total soit établi en combinant l'évaluation des performances de la personne et de l'unité opérationnelle ou de l'OPC concernés avec celle des résultats d'ensemble de la société.

Les primes allouées au personnel identifié ne représentent pas plus de 30% de la rémunération fixe annuelle avec un maximum fixé à 15 000 €. Eu égard à ce montant, Federal Finance Gestion n'encourage pas la prise de risques disproportionnés ou excessifs dans la gestion des OPC.

Leur versement des primes allouées est soumis à des critères de déclenchement et leur calcul repose pour partie sur des critères de performance collective et sur des critères de performance individuelle.

La rémunération est composée essentiellement d'une composante fixe suffisante pour permettre, le cas échéant, de ne verser aucune prime.

Federal Finance Gestion s'assure également que le personnel identifié ne met pas en œuvre des stratégies permettant de contourner les exigences des Directives.

Pour les rémunérations soumises à la Directive AIFM, les présentes mesures s'appliqueront sur l'exercice comptable de 2016 pour les rémunérations versées en 2017.

Pour les rémunérations soumises à la Directive OPCVM 5, les présentes mesures s'appliqueront sur l'exercice comptable de 2017 pour les rémunérations versées en 2018.

II.5 Politique de rémunération de la société ASCD dont les collaborateurs font l'objet d'une mise à disposition à Crédit Mutuel Arkéa ou ses filiales

Elle est définie en tenant compte du cadre général proposé par la Direction des Ressources Humaines Groupe.

Les cadres de direction et les cadres dirigeants salariés de la société ASCD bénéficient d'un salaire fixe et d'un dispositif de rémunération variable dont les modalités de calcul et de versement différé sont définies annuellement sur proposition du Comité des rémunérations.

Complémentaire de la rémunération fixe, la rémunération variable rémunère les réalisations quantitatives et/ou qualitatives mesurées à partir des performances constatées et des évaluations individuelles au regard des objectifs fixés. Elle est conditionnée avant toute chose par l'atteinte des objectifs mesurant la performance Groupe. Elle ne constitue pas un droit et est fixée chaque année dans le respect de la politique de rémunération de l'année considérée et des principes de gouvernance en vigueur.

La prime de rémunération variable est définie en se basant sur la réalisation des objectifs Groupe et individuels.

Ainsi la mise en œuvre du dispositif demeure soumise à l'atteinte des indicateurs Groupe communs à tous les collaborateurs et portant sur le résultat d'exploitation, le coefficient d'exploitation, le coefficient d'engagement. Ces indicateurs de déclenchement intègrent dans leur détermination le coût du risque, l'évolution des provisions pour risques et charges et l'engagement du capital nécessaire eu égard aux risques encourus. Ces modalités suspensives du versement de la rémunération variable permettent ainsi d'assurer la prise en compte de l'ensemble des risques dans la détermination de l'assiette de rémunération.

Le cadre général de fixation des indicateurs individuels est défini par le Directeur général du Groupe par diffusion de notes techniques. Chaque Directeur de Pôle le décline ensuite par activité et par collaborateur lors d'un entretien annuel. Les indicateurs doivent être clairement identifiés et mesurables, même lorsqu'ils sont qualitatifs.

Les contributions de la part Groupe et de la part individuelle dans le calcul de la prime de rémunération varient selon l'entité et de la fonction du collaborateur concerné.

Le taux de rémunération variable appliqué au montant de rémunération fixe, servant au calcul de la prime, est déterminé par le responsable hiérarchique suite aux appréciations des réalisations effectives des collaborateurs. Son niveau fait l'objet d'une grille, déterminant un pourcentage cible et un pourcentage plafond, et diffère selon l'entité et de la fonction du collaborateur concerné.

Le versement de la rémunération variable est annuel.

Par ailleurs, un dispositif d'Intéressement à Long Terme (ILT) a été adopté par le conseil d'administration de Crédit Mutuel Arkéa lors de sa réunion du 5 juillet 2013 et concerne les membres du Comité de Coordination Générale du Groupe (Comité de Direction Générale avant le 2 mai 2016). Ce dispositif, glissant sur trois ans, prévoit pour chacun des membres du Comité de Coordination Générale, sous condition d'atteinte de critères de déclenchement et d'indicateurs de performance fixés annuellement, le versement d'une rémunération de même niveau que le montant variable annuel.

Mis en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2013, ce dispositif, compte tenu de l'atteinte lors des trois dernières années des objectifs fixés, a permis un premier versement en 2016.

III. *Transparence et contrôle de la politique de rémunération*

La politique de rémunération de Federal Finance Gestion est globalement sécuritaire et prévue par les textes internes de l'entreprise. Elle est encadrée par un budget annuel dont le suivi est centralisé à la Direction des ressources humaines. Les enveloppes annuelles sont présentées aux instances du personnel ; leur utilisation est publiée dans les rapports sociaux de l'entreprise. Ces derniers reprennent le détail des enveloppes utilisées : enveloppes de promotions, enveloppes de primes, variation globale de la masse salariale.

Il est rappelé que les salaires font l'objet d'un examen annuel en commission de négociation dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire (NAO) qui porte notamment sur les salaires effectifs et l'épargne salariale.

La politique de rémunération est présentée au conseil de surveillance de Federal Finance Gestion.

- **AUTRES INFORMATIONS**

Le prospectus complet de l'OPC et les derniers documents annuels et périodiques sont adressés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

FEDERAL FINANCE GESTION
1 Allée Louis Lichou
29 480 LE RELECQ-KERHUON

Pour toutes questions relatives à l'OPC, vous pouvez contacter la Société de gestion par téléphone au n° 09 69 32 88 32.

5. CERTIFICATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

FCP
FEDERAL ESSOR INTERNATIONAL

1, allée Louis Lichou
29480 Le Relecq-Kerhuon

Rapport du Commissaire aux comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux porteurs de parts du FCP FEDERAL ESSOR INTERNATIONAL,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) FEDERAL ESSOR INTERNATIONAL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 30 décembre 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes au regard du plan comptable des organismes de placement à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée-ci avant. Nous n'exprimons donc pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne

comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

**FCP
FEDERAL ESSOR
INTERNATIONAL**

*Exercice clos le 31
décembre 2018*

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Courbevoie, le 17 avril 2019

Le commissaire aux comptes

Mazars :

Gilles DUNAND-ROUX

6. COMPTES ANNUELS

• BILAN en EUR

ACTIF

	31/12/2018	29/12/2017
Immobilisations nettes		
Dépôts		
Instruments financiers	43 615 206,92	47 806 258,17
Actions et valeurs assimilées		
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées		
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances		
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances négociables		
Autres titres de créances		
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé		
Organismes de placement collectif	43 615 206,92	47 806 258,17
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	43 615 206,92	47 806 258,17
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres		
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés		
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations		
Autres instruments financiers		
Créances	62 766,31	21 705,47
Opérations de change à terme de devises		
Autres	62 766,31	21 705,47
Comptes financiers	563 368,75	1 768 207,69
Liquidités	563 368,75	1 768 207,69
Total de l'actif	44 241 341,98	49 596 171,33

PASSIF

	31/12/2018	29/12/2017
Capitaux propres		
Capital	43 348 750,78	45 452 517,19
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)		
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	990 361,60	3 016 307,53
Résultat de l'exercice (a, b)	-684 781,02	-621 590,24
Total des capitaux propres (= Montant représentatif de l'actif net)	43 654 331,36	47 847 234,48
Instruments financiers		
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres		
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations		
Dettes	178 720,48	177 011,35
Opérations de change à terme de devises		
Autres	178 720,48	177 011,35
Comptes financiers	408 290,14	1 571 925,50
Concours bancaires courants	408 290,14	1 571 925,50
Emprunts		
Total du passif	44 241 341,98	49 596 171,33

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

- **HORS BILAN en EUR**

	31/12/2018	29/12/2017
Opérations de couverture		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
Autres opérations		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

• **COMPTE DE RÉSULTAT en EUR**

	31/12/2018	29/12/2017
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	677,11	36,43
Produits sur actions et valeurs assimilées	5 805,00	
Produits sur obligations et valeurs assimilées		
Produits sur titres de créances		
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers	-5 805,00	5 805,00
Total (1)	677,11	5 841,43
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières	14 206,89	8 168,74
Autres charges financières		
Total (2)	14 206,89	8 168,74
Résultat sur opérations financières (1 - 2)	-13 529,78	-2 327,31
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	659 894,96	605 369,73
Résultat net de l'exercice (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	-673 424,74	-607 697,04
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-11 356,28	-13 893,20
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
Résultat (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	-684 781,02	-621 590,24

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en EURO.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation de l'actif

Description des méthodes de valorisation des instruments financiers

Les actions et assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évalués sur la base du dernier cours de clôture connu de leur marché principal. Sources : Thomson Reuters/Six Telekurs/Bloomberg.

Les obligations et valeurs assimilées sont valorisées en Mark to Market, sur la base d'un prix de milieu de marché, issu soit de Bloomberg à partir de moyennes contribuées, soit de contributeurs.

Les Titres de Créances Négociables

- Les TCN souverains et les BTAN sont valorisés en Mark to Market, sur la base d'un prix de milieu de marché, issu de Bloomberg. La liste des contributeurs retenus : BGN/CBBT.

- Les autres titres de créances négociables (certificats de dépôts, billets de trésorerie, BMTN...) dont la durée de vie résiduelle est supérieure à trois mois sont valorisés par application d'une courbe de taux éventuellement corrigé d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur.

Les taux de marché utilisés sont :

Pour les BMTN, la courbe de taux swap Euribor 3 mois

Pour le reste, la courbe de taux swap Eonia.

- Les titres de créances à taux variables non cotés sont valorisés au prix de revient corrigé du différentiel entre la marge de négociation et la marge de l'émetteur.

- Les TCN acquis à moins de trois mois ou les TCN dont l'échéance arrive à trois mois (92j) sont valorisés de façon linéaire à compter de cette date au dernier taux connu jusqu'à l'échéance. Toutefois, en cas d'écartement sensible entre le dernier taux connu et la valeur de taux marché estimée du titre, cette méthode sera écartée au profit de la valeur de marché.

Les parts ou actions d'OPC

Les OPC inscrits à l'actif du fonds sont valorisés à la dernière valeur liquidative connue le jour du calcul de sa valeur liquidative.

Les Trackers (ETF, ETC,...)

Les trackers sont valorisés à la dernière valeur liquidative connue le jour du calcul de la valeur liquidative ou à défaut, au cours de bourse à la clôture.

Les instruments financiers à terme listés

Les opérations à terme fermes et conditionnelles listés sont valorisées au cours de compensation de la veille du jour de valorisation ou à défaut sur la base du dernier cours connu.

Source : Bloomberg.

Les instruments non cotés sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation en prenant considération par exemple les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Les instruments financiers à terme négociés de gré à gré

- Le change à terme est valorisé au cours des devises au jour de l'évaluation en tenant compte de l'amortissement du report/déport, calculé en fonction de l'échéance du contrat.

- Autres instruments financiers à terme négociés de gré à gré : sont évalués à leur valeur de marché par recours à des modèles financiers calculée par le valorisateur ou les contreparties sous le contrôle et la responsabilité de la société de gestion.

Les dépôts sont évalués à leur valeur d'inventaire ajustés des intérêts courus. Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Les instruments financiers dont le cours n'a pas pu être constaté ou lorsqu'un cours est estimé comme étant non représentatif de la valeur de marché sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion ; les prix sont alors déterminés par la société de gestion en fonction de sa connaissance des émetteurs et/ou des marchés.

Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

Le cas échéant, les cours sont convertis en euros suivant le cours WM Reuters relevé à 16h, heure de Londres ou le cours ASSFI Six-Telekurs pour le fonds investis directement sur les actions de la zone Asie

Mode d'enregistrement des frais de transactions

Les entrées de portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition « frais exclus » et les sorties à leur prix de cession frais exclus.

Ces frais s'entendent :

- des frais de gestion financière,
- des frais d'administration comptable,
- des frais de conservation,
- et des frais de distribution.

Présentation comptable du hors bilan

Les engagements à terme fermes sont évalués à leur valeur de marché.

Les engagements à terme conditionnels sont traduits en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur échanges financiers sont enregistrés à la valeur nominale.

Le résultat est déterminé selon la méthode des intérêts encaissés.

Frais de gestion

Les frais de gestion sont calculés à chaque valorisation sur l'actif net.

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion sont intégralement versés à la société de gestion qui prend en charge l'ensemble des frais de fonctionnement des OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction.

Les frais de gestion fixes sont plafonnés à 2% TTC maximum sur la base de l'Actif Net.

Les frais de gestion indirects représentent au maximum 2% des actifs gérés.

Frais de transaction.

Les frais de transaction sont constitués des frais d'intermédiation et des commissions de mouvement.

- Frais d'intermédiation : l'intégralité des courtages est perçue par les intermédiaires.
- Commissions de mouvement : néant.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables :

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Sommes Distribuables	Part
Affectation du résultat net	Capitalisation et/ou Distribution
Affectation des plus et moins-values nettes réalisées	Capitalisation et/ou Distribution

• **EVOLUTION DE L'ACTIF NET en EUR**

	31/12/2018	29/12/2017
Actif net en début d'exercice	47 847 234,48	39 988 544,18
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	6 672 461,66	6 524 488,21
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-3 983 913,06	-4 038 027,30
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	1 401 213,27	2 249 654,01
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-47 910,66	-64 722,21
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme		
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme		
Frais de transactions	-3 612,55	-4 296,00
Différences de change	1 252 538,85	-3 285 380,14
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-8 810 255,89	7 084 670,77
Différence d'estimation exercice N	454 159,65	9 264 415,54
Différence d'estimation exercice N-I	-9 264 415,54	-2 179 744,77
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme		
Différence d'estimation exercice N		
Différence d'estimation exercice N-I		
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-673 424,74	-607 697,04
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
Actif net en fin d'exercice	43 654 331,36	47 847 234,48

• **VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

	Montant	%
Actif		
Obligations et valeurs assimilées		
Obligations et valeurs assimilées		
TOTAL Obligations et valeurs assimilées		
Titres de créances		
Titres de creances		
TOTAL Titres de créances		
Passif		
Opérations de cession sur instruments financiers		
Actions et valeurs assimilées		
TOTAL Opérations de cession sur instruments financiers		
Hors-bilan		
Opérations de couverture		
Actions		
TOTAL Opérations de couverture		
Autres opérations		
Actions		
TOTAL Autres opérations		

• **VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN**

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Actif								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							563 368,75	1,29
Passif								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							408 290,14	0,94
Hors-bilan								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

• **VENTILATION PAR MATURITE RESIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN**

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
Actif										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées										
Titres de créances										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	563 368,75	1,29								
Passif										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	408 290,14	0,94								
Hors-bilan										
Opérations de couverture										
Autres opérations										

Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

• **VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'EVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN**

	USD		JPY		Autres devises	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Actif						
Dépôts						
Actions et valeurs assimilées						
Obligations et valeurs assimilées						
Titres de créances						
OPC	27 342 220,80	62,63	1 982 427,15	4,54		
Opérations temporaires sur titres						
Créances						
Comptes financiers			7 769,81	0,02		
Passif						
Opérations de cession sur instruments financiers						
Opérations temporaires sur titres						
Comptes financiers	408 290,14	0,94				
Hors-bilan						
Opérations de couverture						
Autres opérations						

- **CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE**

	Nature de débit/crédit	31/12/2018
Créances	Souscriptions à recevoir	45 638,51
	Rétrocession de frais de gestion	17 127,80
Total des créances		62 766,31
Dettes	Frais de gestion	178 712,73
	Autres dettes	7,75
Total des dettes		178 720,48

- **NOMBRE DE TITRES ÉMIS OU RACHETÉS**

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	103 264,099	6 672 461,66
Parts rachetées durant l'exercice	-62 710,054	-3 983 913,06
Solde net des souscriptions/rachats	40 554,045	2 688 548,60

- **COMMISSIONS DE SOUSCRIPTION ET/OU RACHAT**

	En montant
Total des commissions acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

- **FRAIS DE GESTION**

	31/12/2018
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	730 144,52
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,50
Frais de gestion variables	
Rétrocessions des frais de gestion	70 249,56

- **ENGAGEMENTS RECUS ET DONNÉS**

Garanties reçues par l'OPC :

Néant.

Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant.

- **VALEUR ACTUELLE DES TITRES FAISANT L'OBJET D'UNE ACQUISITION TEMPORAIRE**

	31/12/2018
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

- **VALEUR ACTUELLE DES TITRES CONSTITUTIFS DE DÉPOTS DE GARANTIE**

	31/12/2018
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan	

- **INSTRUMENTS FINANCIERS DU GROUPE DÉTENUS EN PORTEFEUILLE**

	Code Isin	Libellés	31/12/2018
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			
Instruments financiers à terme			

• **TABLEAU D'AFFECTION DE LA QUOTE-PART DES SOMMES DISTRIBUABLES AFFÉRENTE AU RÉSULTAT**

	31/12/2018	29/12/2017
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau		
Résultat	-684 781,02	-621 590,24
Total	-684 781,02	-621 590,24
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	-684 781,02	-621 590,24
Total	-684 781,02	-621 590,24

• **TABLEAU D'AFFECTION DE LA QUOTE-PART DES SOMMES DISTRIBUABLES AFFÉRENTE AUX PLUS ET MOINS-VALUES NETTES**

	31/12/2018	29/12/2017
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	990 361,60	3 016 307,53
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	990 361,60	3 016 307,53
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	990 361,60	3 016 307,53
Total	990 361,60	3 016 307,53

• **TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

	30/06/2015	30/06/2016	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018
Actif net Global en EUR	40 575 952,79	36 245 622,01	39 988 544,18	47 847 234,48	43 654 331,36
Actif net en EUR	40 575 952,79	36 245 622,01	39 988 544,18	47 847 234,48	43 654 331,36
Nombre de titres	690 384,300	692 508,122	690 683,008	730 616,670	771 170,715
Valeur liquidative unitaire en EUR	58,77	52,34	57,90	65,49	56,61
Plus et moins-values nettes unitaire non distribuées en EUR		0,70			
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes en EUR	3,08		1,10	4,12	1,28
Capitalisation unitaire en EUR sur résultat	-0,73	-0,69	-0,36	-0,85	-0,88

• **INVENTAIRE en EUR**

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FINLANDE				
EVLI EUROPE B	EUR	9 525,7691	1 005 873,59	2,30
TOTAL FINLANDE			1 005 873,59	2,30
FRANCE				
RENAISSANCE EUROPE I SI.	EUR	4 810	682 202,30	1,56
TOTAL FRANCE			682 202,30	1,56
IRLANDE				
BNY MELLON BRZL EQUITY C 3DEC	EUR	688 000	985 353,60	2,26
COMGEST GROWTH INDIA USD CAP	USD	97 200	3 720 834,54	8,52
COMGEST GROWTH JAPAN EUR I H ACC CLASS	EUR	44 300	429 710,00	0,98
COMGEST GROWTH JPN EUR I ACC	EUR	257 314,146	2 318 400,46	5,31
NEUBERGER CHINA EQY USD INST C	USD	177 900	3 641 569,35	8,34
UOB GI KINETICS PAR CLASS B	USD	8 460	2 036 646,11	4,67
TOTAL IRLANDE			13 132 514,06	30,08
LUXEMBOURG				
ABERDEEN GLOBAL CHINESE EQUITY I2 C 3DEC	USD	76 700	1 882 197,80	4,31
ALKEN FD EUROP.OPPOR.R C.	EUR	11 630	2 501 496,70	5,73
ALKEN SMALL CAP EUROPE R	EUR	6 500	1 239 745,00	2,84
COM SELECT.WPS SELECT GROWTH I C	USD	374	2 016 750,38	4,62
FRANKLIN TEMPLETON INV FD ASIA GRW FD I USD ACC 3DEC	USD	106 653	3 108 671,62	7,13
FTIF TEMPLETON FRONT. MKTS I C.	USD	46 117	757 623,46	1,74
HGIF ASIAN X JPN EQY SM COMP IC	USD	34 436,66	1 982 453,89	4,54
MAINFIRST TOP EUROPEAN IDEAS C C.	EUR	45 274	2 423 517,22	5,55
MANDARINE GL MICROCAP-IAEUR	EUR	11 555	1 231 994,10	2,82
PAR EQ. EUROPE SML CAP I C.EUR 3DEC	EUR	2 600	571 402,00	1,31
PARV EQY JPSCP IN	JPY	7 000	650 155,84	1,49
ROBECO BP US PREMIUM EQY I USD C	USD	9 000	2 026 820,63	4,64
SEB SIC I EAST EUR EX RUSIA C	EUR	272 000	900 864,00	2,06
UBAM JAPAN EQUITY I CAPIT.3DEC	JPY	111 100	1 332 271,31	3,05
UNI GLOBAL MINI VARIANCE US BI C	USD	595	1 015 718,58	2,33
UNI MINI VAR. EME. BI USD 3DEC	USD	1 310	1 532 453,05	3,51
VONTOBEL-SUST EMERG MKT-I	USD	29 590	3 620 481,39	8,30
TOTAL LUXEMBOURG			28 794 616,97	65,97
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			43 615 206,92	99,91
TOTAL Organismes de placement collectif			43 615 206,92	99,91
Créances			62 766,31	0,14
Dettes			-178 720,48	-0,41
Comptes financiers			155 078,61	0,36
Actif net			43 654 331,36	100,00

FEDERAL ESSOR INTERNATIONAL	EUR	771 170,715	56,61	
------------------------------------	------------	--------------------	--------------	--